

La fin de la séparation ordonnateurs comptables

Le 3 octobre dernier, la MACRONERIE a déposé un projet de loi pour acter la fin de la séparation ordonnateurs comptables.

Quelques morceaux choisis

- L'optimisation des process visant à réduire les coûts de fonctionnement de l'État doit être mobilisée.
- Le principe de séparation apparaît comme obsolète et constitue un facteur de coûts de gestion inutiles.
- Cette réforme est nécessaire : consommation inutile de personnel, inadaptation des solutions informatiques, etc...Elle réduira les retards de paiements que subissent les entreprises travaillant pour les collectivités.

- À partir de 2020, les fonctions d'ordonnateur et de comptable public sont compatibles et la fonction comptable est internalisée dans les collectivités territoriales.

- Si une commune a moins de 2 500 habitants, ce service peut être porté par un établissement public de coopération intercommunale.

- La charge pour les collectivités territoriales est compensée par la majoration de la DGF et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle sur le tabac !!!!



La CGT Finances publiques réfute cette argumentation fallacieuse

Que restera-t-il du réseau demain ?

- Suppression des Comptables Publics, ils changent d'administration, prennent leur retraite ou pointent au chômage (avec ou sans indemnités ?)

Quel avantage pour les collectivités ?

- La Balkanisation des collectivités est En Marche !

Quel avantage pour les services ?

- Fermeture programmée de tout le réseau des Trésoreries et transfert des agents restants vers des paradis certainement pas fiscaux.

APPLICATIONS WEB: UN AMOUR CONTRARIÉ

Agents des SIE vous avez eu la chance de découvrir MEDOC-WEB, jeune remplaçant de MEDOC, application préhistorique mais qui fonctionne tant bien que mal. Le jeunot a du mal à s'y mettre. Il est difficile d'adapter « l'ancien » au moderne...

Et là, nous ne parlons pas des agents !

MEDOC-WEB avait soi-disant été testé depuis des mois. Résultat : dans toute la France, des chaînes de bug, une assistance débordée, des cellules compta au bord de la crise de nerf, des journées comptables impossibles à ouvrir et à fermer. Des opérations qui ne passent pas, affichent une anomalie... mais finalement, elles sont passées. Par où ? Mystère ! Panique en fin de mois... Les flux ne remontent pas. De ce fait l'argent non plus...Bref, un nouvel outil qui s'ajoute à une liste déjà trop longue ! Quant à FIDJI et Télé@ctes, même itinérance galère !

Un petit tour par les SPF d'Auch nous montre que ces applications "rament" régulièrement de façon incompréhensible. A priori, la solution n'est pas pour demain !

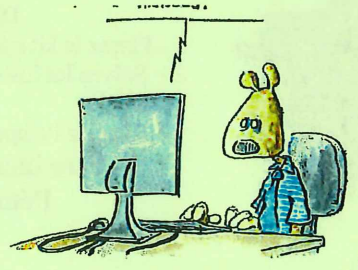
Et dans le même temps, Bruno PARENT, grand canonnier de la DGFIP, annonce la suspension des congés pour les collègues des Services de Publicité Foncière et de l'Enregistrement pour la période de fin d'année, alors qu'ils ont été déjà validés.

Et qui c'est qui trinque ?

Les agents : ils payent la note de réformes qui leur sont imposées.

32
la cgt Assemblée générale
Finances Publiques
22 NOVEMBRE
9 heures
LA FENIERE
PAVIE
TOUS ENSEMBLE

Le système a rencontré une erreur et doit redémarrer.
Cette opération peut prendre plusieurs années



CAP 2022 : Ne pas se laisser faire

À la DGFIP, 37 000 emplois ont été supprimés ces 16 dernières années. D'ici 2022, en 4 ans seulement, le gouvernement Macron va en supprimer autant pour réduire la dépense publique comme le préconise le rapport CAP 2022.

Pour y parvenir, il veut transférer un certain nombre de missions au secteur privé et en abandonner d'autres. Il propose un plan de départ volontaire aux agents des services impactés par les réorganisations ou les invite à changer de fonction au sein de l'Administration et dans un périmètre géographique très large.

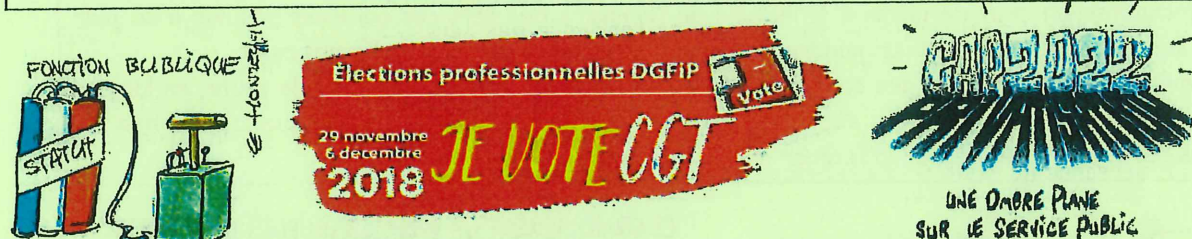
Contre le rapport CAP 2022, nous étions 500 000 manifestants, le 22 mars 2018, pour demander au gouvernement de renoncer aux attaques contre la Fonction Publique et à la suppression de 120 000 postes d'ici 2022, pour demander la création d'emplois statutaires, la revalorisation du point d'indice, l'abandon de l'augmentation de la CSG et du jour de carence, la pérennisation du système de retraite par répartition et des moyens budgétaires pour l'accomplissement des missions de services public.

500 000 à manifester contre cette politique qui consiste à faire des économies budgétaires au détriment de la population et du Service Public, contre cette politique qui bénéficie aux plus riches et ne s'attaque pas suffisamment aux fraudeurs. Car si l'Etat veut faire des économies budgétaires c'est parce qu'il faut bien compenser les 5 milliards offerts aux plus riches.

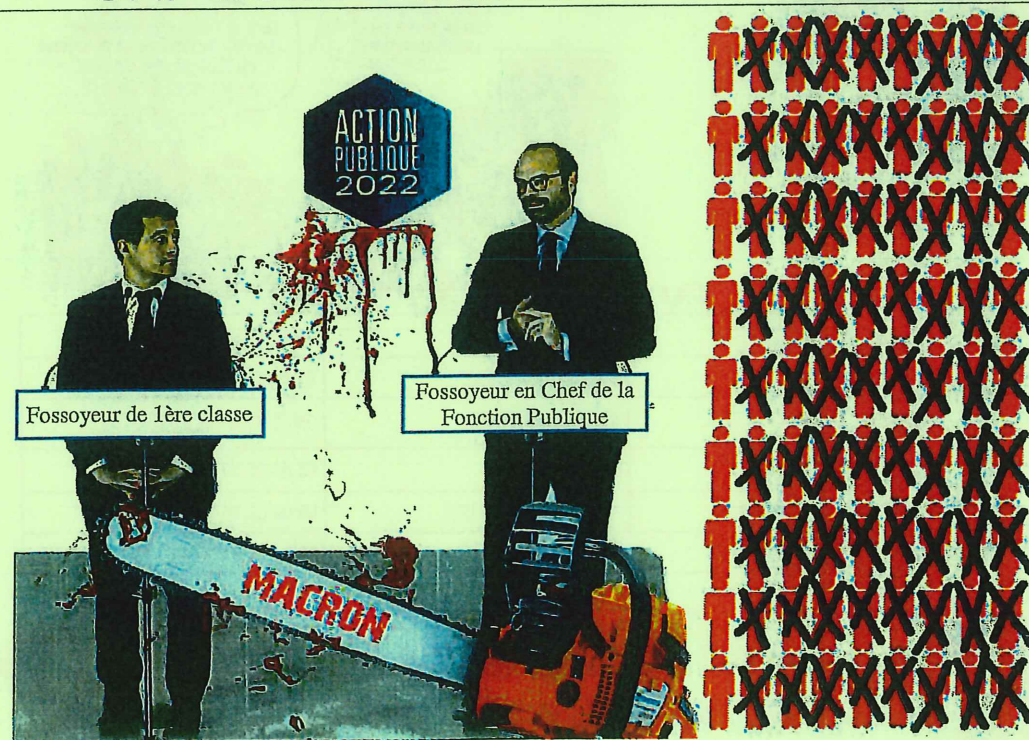
Aux 500 000 manifestants, Macron a répondu qu'ils pouvaient manifester tant qu'ils le voudraient mais que lui ne renoncerait pas à mettre en place sa politique ultra libérale.

Le 9 octobre, nous étions encore 300 000 dans la rue et, malgré cette forte mobilisation, la MACRONERIE s'attaque à la retraite par répartition, supprime le statut de fonctionnaire, met en place la rémunération au mérite et démantèle la Fonction publique.

NE LES LAISSONS PAS FAIRE



CAP 2022 : Massacre à la Macroneuse



DANS LES SERVICES

Les angoisses de Bercy

Les agents de la DDFIP du Gers ayant trouvé le temps de répondre à la 928ème enquête IPSOS sur leurs conditions de vie au travail, ont été très surpris d'y lire la question suivante :

« Estimez-vous que les agents autour de vous seraient prêts à participer à des actions revendicatives (grèves, manifestations) ? »

- davantage que les mois précédents OU moins que les mois précédents OU ni plus ni moins OU ne sait pas.

Quelle question saugrenue dans une enquête sur les conditions de vie au travail !

La DGFIP craindrait-elle que la suppression de 30 000 postes en quatre ans, le gel du point d'indice, le rétablissement du jour de carence, la mise en place de plateformes téléphoniques privées, la mise en place du PAS, la rémunération au mérite, l'embauche de contractuels et la suppression des concours ne déclenchent un mouvement de grève sans précédent.

Et voudrait-elle s'assurer que les agents ne bougeront pas et qu'elle peut poursuivre ses réformes tranquillement ?

**Si vous avez vraiment le temps d'y répondre, une seule possibilité s'impose :
« davantage que les mois précédents »**

Allo, la DDFIP du Gers

A peine la rentrée de septembre faite, le grand manitou de la DDFIP balance, sur les messageries, le nouvel organigramme de ses services directionnels.

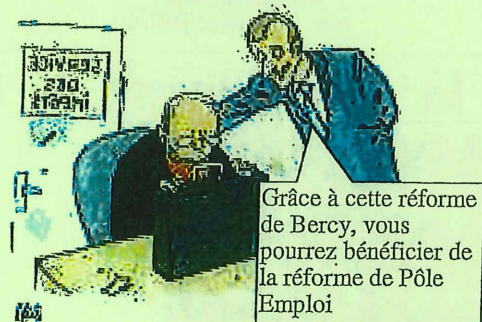
Louable intention permettant de mettre en valeur l'accélération de carrière du sous-chef du sous-chef du Big Chief tout en devenant grand chef des pôles Métiers.

Devant cette communication optimale, l'ensemble des Agents est béat d'admiration.

Sacré désenchantement tout de même à la lecture de l'annuaire des services qui n'est pas mis à ce jour.

Ainsi, c'est la croix et la bannière pour joindre un collègue dans les méandres du département.

La faute à qui ? Certainement pas aux collègues en charge de ces modifications ! Non, la faute, en langage direct, elle provient du fait de ne pas s'opposer aux suppressions d'emplois. Une fois que la guillotine est tombée, plus personne ne reste pour effectuer les tâches au quotidien.



LE GOUVERNEMENT VA PROPOSER UN PLAN DE DÉPARTS VOLONTAIRES À 12000 FONCTIONNAIRES



CONTACTS

Myrielle BERASTEGUI	05 62 66 82 52	Didier KAHN	05 62 69 14 21
Patricia JEANNY	05 62 61 51 59	Stéphane FAURE	05 62 61 50 88
Pascal CANO	05 62 61 50 28	Michel BRONNER	05 62 61 64 52
Chantal BEYT	05 62 61 50 85	Bernard KSAZ	05 62 61 50 26
Marie-Jo MATIGNON	05 62 61 50 65	Martine ARTIGAUT	05 62 61 76 35
Sylvie HORGUE	05 62 61 50 50	Pierre LAINE	05 62 66 82 50
Maryse PILLET	05 62 61 51 48		

Et retrouvez-nous sur notre site

<http://www.financespubliques.cgt.fr/32/>



Elections professionnelles

Les élections professionnelles se déroulent du 29 novembre au 6 décembre, pour la première fois en dématérialisé.

Face au diktat de la Macronerie, de ses sbires au Ministère des Finances, de ses bras benallesques à la DGFIP et dans les départements, la CGT Finances publiques offre encore un rempart pour organiser votre défense et participer au sauvetage du Service public, patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

A travers votre vote CGT Finances publiques, c'est la voix de la démocratie qui s'exprime pour le collectif. Ne vous laissez pas voler votre avenir professionnel !

Votez et faites voter pour les candidats CGT Finances publiques.

Ce sont des agents, comme vous. Ils sont sympas !

En les choisissant, vous serez certains que CAP 2022 ne passera pas comme une lettre à la poste.

**Alors, du 29 novembre au 6 décembre,
VOTEZ et FAITES VOTER CGT Finances publiques**

STRESS AU TRAVAIL

Aujourd'hui, nos conditions de travail sont tellement dégradées que la DGFIP a mis à notre écoute une équipe de psychologues diplômés 24h/24h, 7j/7j

Soit, faisons appel à eux !

Appelons-les à 3h du matin quand un souci professionnel nous tient désespérément éveillés !

Appelons-les à 7h du matin si l'idée de retrouver notre bureau, notre chef de service ou les usagers nous rend malade !

Appelons-les si la déprime nous gagne après avoir reçu 50 usagers énervés par la mise en place du PAS !

Appelons cette équipe de psychologues diplômés qui doivent eux aussi toucher le fond en voyant qu'après cinq années d'études supérieures ils se retrouvent à travailler sur des plateformes 24h/24h, 7j/7j...



KIT DE REDUCTION DU STRESS



Directives :

- 1 - Placez le kit sur une surface plate
- 2 - Suivez les instructions au centre du cercle
- 3 - Répétez l'étape 2 autant que nécessaire

**Etre inconscient réduit
l'état de stress**

